

<https://levenissian.fr/Elections-parti-et-rassemblement-retour-sur-un-choix>



Elections, parti et rassemblement, retour sur un choix stratégique

- Vie politique -



Date de mise en ligne : dimanche 26 juillet 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Les premières analyses des résultats électoraux portent bien sûr sur l'abstention, les gains ou pertes d'élus et de villes, les différenciations grandissantes des territoires. Mais pour les communistes, c'est aussi un moment pour évaluer leurs réponses aux défis de l'existence d'un parti communiste du XXI^e siècle, au-delà des situations particulières qui ont conduit à des victoires et des défaites. Prenons l'exemple des territoires de la métropole de Lyon.

Il y a des particularités de chaque situation :

- la section de Vaulx-en-Velin partait d'une situation difficile puisque presque tous les élus de l'ancienne équipe dirigée par le maire communiste avaient démissionné de leur mandat, laissant l'ancien maire seul et sans lien avec le parti. La section avait contribué à un collectif citoyen qui a pu apparaître comme porteur d'une alternative avant de se diviser sous des pressions diverses, des insoumis, de groupes « citoyens », des stratégies propres des écologistes. Il n'a pas été possible de créer une cohérence entre l'élection municipale et l'élection métropolitaine, condition de la crédibilité à construire de la tête de liste. Face à une maire ancienne députée et ministre, la bataille était difficile.
- la section de Pierre-Bénite, face à une droite dure apparaissant comme une opposition à Collomb, devait sortir d'anciennes divisions de 2014 liées à l'histoire de la ville communiste, sans oublier le choc du décès d'un jeune maire qui portait l'avenir. Elle décidait pour permettre le rassemblement de laisser la tête de liste.
- la section de Givors devait sortir du piège d'une bataille judiciaire menée contre l'ancien maire communiste Martial Passi dont se servaient des opposants ayant obtenu le soutien des écologistes dès le premier tour, maintenu au second malgré l'accord gauche-écologiste dans l'agglomération
- La ville de Vénissieux, plus grande ville communiste de province, faisait face à une offensive du député en marche qui rassemblait de nombreux opposants et engageait une campagne populiste et communautariste. Les écologistes pourtant dans la majorité sortante, partait de leur côté et beaucoup d'analystes considéraient la ville en danger.
- Enfin Lyon avait l'enjeu de la reconquête de la place des communistes perdue en 2014 après le refus des élus communistes sortants de respecter la décision de la section de la ville. Il n'y avait plus qu'un élu communiste au conseil municipal. Mais la section faisait face médiatiquement au maelstrom de la bataille Collomb/Kimelfeld avec la surmobilisation d'écologistes rassemblant tout le milieu associatif de l'environnement et du climat dans une ambiance médiatique qui les annonçait clairement comme vainqueurs.

Au delà de cette diversité de situation, sans oublier la bonne surprise de la victoire à Neuville, tous les communistes faisaient face au contexte général de l'abstention massive, de cette vague verte à rebours dans les centres urbains, et aussi de la mobilisation de la droite hors Lyon-Villeurbanne, notamment dans la banlieue Est et Pierre-Bénite.

Quelles leçons tirer de cette longue période du point de vue de la mise en oeuvre des choix stratégiques du 38^e congrès ? Les batailles électorales sont un des moments où se construit le lien entre le parti et le rassemblement, notamment bien sûr dans des élections locales de listes. C'était un des sujets de discussion du dernier congrès.

Le retour au texte du congrès sur le rassemblement

Il est utile de revenir à notre texte de congrès pour évaluer sa pertinence, sa mise en oeuvre et éventuellement ses limites tenant compte de cette expérience à grande échelle d'une longue bataille électorale.

Le texte du 38e congrès situe fondamentalement nos batailles électorales dans le cadre plus global du mouvement social avec le rôle irremplaçable du Parti communiste dans le chapitre 5 (Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire) avec une affirmation claire dans le paragraphe 5.2 (Le rôle irremplaçable du Parti communiste)

« Pour contribuer à leur dépassement, nous développons un corps d'idées et de propositions qui, avec l'apport du marxisme vivant, permettent de ne pas subir l'hégémonie des idées dominantes, de les bousculer et d'apporter des réponses efficaces aux problèmes posés. Nous développons une intervention citoyenne en tout domaine et une pratique politique concourant à reconquérir individuellement et collectivement du pouvoir sur nos vies en cohérence avec notre projet de VIe République. C'est avec cette démarche, et en s'appuyant sur les innovations sociales produites par le mouvement ouvrier, que nous sommes également actifs au sein des institutions. »

Cette affirmation s'inscrit dans une histoire dont le congrès affirme qu'il faut tirer les leçons autour de l'idée que le rassemblement n'est pas un but en soi, mais un moyen de dynamiser les luttes et de gagner en influence.

« Tout au long de son histoire, le PCF a fait l'expérience de la nécessité de rassemblements pour faire renaître un espoir de changement et pour aider à dynamiser les luttes. Lorsqu'il a su faire de ces rassemblements un moyen pour la mise en oeuvre de choix politiques nouveaux et non un but en soi, il a gagné en influence et en autorité. Au regard des défis contemporains et de l'état des forces de gauche, c'est sur une nouvelle méthode, tirant les leçons du passé, qu'il entend dorénavant conduire son action pour l'union : travailler au rassemblement le plus large de toutes les couches salariales et populaires, développer la conscience des contenus et conditions des changements nécessaires, appeler en permanence à l'intervention populaire, mener une bataille de tous les instants sur les contenus, prendre des initiatives autonomes du PCF politisant les luttes, avec la constante ouverture au débat d'idées, et dans le même temps formuler une proposition stratégique à toute la gauche. »

Cela conduit le congrès à affirmer qu'il faut « Être présents avec nos candidates et candidats à toutes les élections (paragraphe 5.7) »

« À partir des spécificités de chaque échéance électorale, il est essentiel d'être présents avec nos candidat-e-s à toutes les élections. Notre ambition est d'avoir, en renforçant l'influence de nos idées, le plus d'élu-e-s possible, à tous les niveaux. Elles et ils agissent au service de nos concitoyen.ne.s, des travailleuses, construisent avec elles et eux des projets répondant à leurs attentes. Cela implique des rassemblements visant la construction de majorités politiques. Porter une parole communiste claire dans les temps forts de la vie politique est nécessaire à la réussite de ces rassemblements. »

pour conclure directement ce paragraphe sur les élections locales de 2020.

« Les élections locales, municipales et métropolitaines, départementales et régionales doivent permettre à notre parti de démontrer ses capacités de rassemblement. Nous avons besoin d'une stratégie nationale déclinée localement et les prochaines échéances de 2020 nécessiteront une riposte à la restructuration forcée de nos institutions accélérées par Macron. C'est pourquoi nous proposerons partout des listes de large rassemblement des forces progressistes autour du projet politique construit avec les citoyen-ne-s et portant partout nos exigences contre l'austérité, pour le respect des communes, des départements et régions et contre la casse des institutions républicaines, pour les services publics, leur défense et leur développement, du logement public, des moyens du droit commun assurant le développement social, écologique et démocratique de tous les territoires. »

Les approches politiques du rassemblement mises en oeuvre en 2020

Dans chacune de leur situation, les communistes de la métropole cherchent bien évidemment le renforcement du parti et du rassemblement. A Lyon, pour créer une dynamique de mobilisation contre le système Collomb, à Vénissieux pour résister à l'attaque du député en marche et défendre une ville communiste, comme à Givors devant de plus imposer la légitimité du nouveau maire, à Vaux-en-Velin, Pierre-Bénite ou Grigny, pour tenter de construire les conditions de reconquête que personne n'imaginait immédiate, à Villeurbanne, pour maintenir une présence communiste historique affaiblie par les changements de génération dans le contexte dominant de la bataille verts-PS.

Ces situations conduisent à des choix tactiques pour relever les défis de l'élection, défis qui sont les mêmes pour tous au fonds :

- la question de la mobilisation citoyenne, de la nécessité de donner la parole au plus grand nombre pour faire reculer la fracture politique
- la nécessité de reconquête d'un électorat populaire qui a déserté la gauche et le parti communiste
- l'enjeu de reconstruire le cadre d'une gauche de combat assumant sa rupture avec le hollandisme et le macronisme
- la nécessité de remettre en cause une métropole de la concurrence et d'éviter le piège de sa présidentialisation que met en place avec méthode Gérard Collomb depuis son retour à Lyon

Il faudrait un vrai travail d'analyse systématique dans chaque section pour tirer les leçons des choix faits, de leurs difficultés, de leurs succès et de leurs échecs. Je propose une première ébauche à partir de ma connaissance des batailles menées à Vénissieux et dans la métropole, notamment avec Lyon.

Dès le printemps 2019, les communistes lyonnais organisent leur bataille autour de leur pétition pour « un bulletin de vote unique à gauche », cherchant à mobiliser des citoyens pour que la pression monte sur toutes les forces de gauche et écologistes afin de gagner leur rassemblement pour l'élection. Ils impulsent ou participent à différents mouvements, pour une régie de l'eau, pour la gratuité des transports, pour le climat, cherchant à faire grandir cet objectif d'une liste unique.

Début 2019 aussi, les communistes vénissiens animent avec le maire et leurs 3 autres élus à la métropole le débat pour une autre métropole, une métropole des communes et des habitants contre la métropole Collomb des inégalités

et de la concurrence. Dès le printemps, ils s'adressent à toutes les forces de la majorité municipale et début septembre, ils annoncent leur tête de liste en proposant à toutes les forces de gauche et écologistes le rassemblement. Ils organisent sans attendre le débat public sur le projet pour la ville, organisant des rencontres publiques thématiques.

A Lyon et pour la métropole, le rassemblement se heurte à des stratégies individuelles de divers groupes de gauche, dont celui de l'ancienne socialiste maire du 1er arrondissement, Nathalie Perrin- Gilbert (NPG), qui a obtenu au plan national le soutien de la FI. Plus le temps passe, plus le rassemblement se complique, chaque groupe tirant la couverture à lui, PS, PRG, FI, NPG, Place Publique, Générations, Lyon en Commun, Ensemble, La Fabrique. Les réunions se multiplient, consacrant beaucoup de temps à des négociations de têtes de listes puis de places sans aboutir, le débat sur le projet étant relégué à un rôle secondaire qu'au final tout le monde oubliera. Le territoire « portes du sud » de Vénissieux est placé en dehors de l'accord, celui de Givors et Pierre-Bénite aussi pendant un temps, comme celui de la maire de Vaux, toujours PS, mais soutien du président issu de LREM de la métropole.

De fait, la direction fédérale du PS qui semble solidement ancré dans le projet d'un accord de gauche unie et même veut en être leader, n'arrive pas à résoudre les contradictions de ces candidats désignés continuant à soutenir LREM à Feyzin comme à Vaulx, et il faudra attendre longtemps pour qu'elle annonce enfin son soutien à Michèle Picard sur Vénissieux, puis sur la circonscription, alors même qu'un accord gauche unie est en route sur le reste de la métropole.

L'enjeu de la présidentialisation métropolitaine

Un des enjeux de cette bataille est la présidentialisation de la métropole. Dès le début, Gérard Collomb et David Kimelfeld ont choisi de personnaliser la bataille autour du futur président de la métropole alors même que l'élection est organisée sur 13 circonscriptions, et qu'il est presque impossible d'en prévoir la présidence, sauf situation largement majoritaire sur la plupart des circonscriptions. Toutes les études sur le potentiel électoral montrent l'importance des accords éventuels entre les deux candidats issus de LREM, comme d'éventuels accords LREM-droite. A Gauche, il faut l'union de la gauche et des écologistes pour espérer l'emporter, [1]. Les situations politiques de chaque circonscription étant très diverses, il aurait fallu chercher dans chaque circonscription, la configuration, la tête de liste et l'équilibre politique le plus efficace pour la mobilisation dans chaque commune, et sortir de la présidentialisation en affichant la collégialité face à la présidentialisation.

C'est ce qui se fait à Vénissieux derrière la tête de liste Michèle Picard, avec un accord PC FI PS sur la circonscription sur la base du projet communiste, et qui créera la surprise [2] en prenant la tête du premier tour devant le député LREM sortant et devant les écologistes. C'est ce qui se fait partiellement aux municipales avec une liste d'union de la gauche sans les écologistes qui suivent leur stratégie métropolitaine d'affirmation de leur place centrale. S'ils ne percent pas à Vénissieux contrairement à Lyon, le niveau d'abstention leur permet de passer la barre des 10% et de peser sur le deuxième tour en rejoignant la liste de Michèle Picard qui sera victorieuse en progressant sur son score de 2014, mais dans un niveau d'abstention record.

Pour les autres circonscriptions métropolitaines, c'est la coordination de la gauche unie qui a la main sur l'agenda, les discussions du programme, les négociations des places, et elle s'est placée sur le terrain de la présidentialisation en imposant une tête de liste totalement inconnue des électeurs, Renaud Payre, directeur de Sciences-Po, ancien allié devenu ennemi de NPG, interdisant toute union large de toute la gauche.

Au final, la présidentialisation n'a pas fonctionné, si Bruno Bernard devient le président écologiste de la métropole,

ce n'est pas parce que les électeurs métropolitains l'ont choisi, mais parce que l'accord Collomb- Buffet a démobilisé l'électorat centriste et de droite dans des circonscriptions clés dont celle de Buffet qui perd la circonscription.

Et cette présidentialisation a été destructrice pour la gauche, son président potentiel largement distancé par NPG dans sa circonscription. La gauche se retrouve dominée dans Lyon par une force de gauche hors de la gauche unie ! Il faut noter que NPG a choisi dès le début une stratégie claire, autonome, présentant sa tête de liste connue par ses batailles contre Collomb, et affirmant son projet, et elle s'appuiera sur son résultat pour négocier ses places avec les verts, réduisant d'autant la place de la gauche unie.

Les communistes lyonnais doivent batailler pour défendre leur place dans la fusion avec les écologistes au deuxième tour. Les écologistes dominants imposent une règle proportionnelle défavorable pour les forces minoritaires de la gauche unie. Alors qu'ils avaient mené une bataille du « bulletin unique de la gauche », les communistes se retrouvent ainsi pour la ville de Lyon exclu des places municipales du bulletin de vote, renvoyés aux seuls conseils d'arrondissements avec 5 élus sur les 20 de la gauche unie, face aux 31 du groupe NPG.

De premières leçons à tirer de ces batailles

Ce n'est bien entendu pas le résultat qui permet de tirer des leçons. D'autant que la victoire vénissienne s'est faite « aux forceps » sur la ville, rien n'indique que la stratégie suivie ait engagé un début d'inversion de nos difficultés de mobilisation. De la même manière, le résultat lyonnais décevant, avec la perte de l' élu municipal est surtout le résultat des luttes d'appareils dans cette « gauche unie » qui a surtout été visible par ses divisions, malgré tous les efforts des communistes.

Mais après une telle bataille, prolongée par la crise sanitaire, il serait irresponsable de ne pas ouvrir le débat politique sur nos stratégies électorales, et pire, de faire comme s'il n'y avait pas débat. Au contraire, il y a débat, et les communistes doivent s'en saisir dans toute la fédération pour partager et analyser les résultats détaillés, autant en terme de voix que d'élus, pour prendre les décisions qui nous placeront à la reconquête de nos villes perdues, chacun pense bien sûr à Givors pour laquelle un recours est déposé, mais plus fondamentalement encore, à la reconquête d'un électorat populaire massivement abstentionniste. Rappelons que les écologistes gagnent Lyon avec 30 000 voix au premier tour, leur niveau des européennes, dans une ville où plus de 250 000 électeurs avaient participé à la présidentielle !

Par rapport aux défis évoqués précédemment, on peut constater :

- que l'abstention a fortement progressé illustrant nos difficultés sur la mobilisation citoyenne, malgré partout des démarches citoyennes sous différentes formes. A Vénissieux par exemple, la plateforme collaborative utilisée pour élaborer le projet avec les habitants n'a recueilli qu'une centaine de contributions et quelques centaines de commentaires, ce qui est évidemment loin de l'enjeu dans une ville de près de 47 000 habitants majeurs.
- cette abstention confirme le décrochage massif de l'électorat populaire, même si elle touche toutes les couches sociales (60% dans Lyon 6 !)
- l'échec de la gauche unie confirme que nous n'avons pas pu faire progresser l'exigence d'une gauche de combat, que l'absence d'intervention populaire forte a laissé la place aux logiques d'appareils et aux différents courants réformistes, le parti socialiste limitant la casse et représentant encore la moitié de la gauche du conseil de métropole.
- il faut noter dans les points positifs, que la victoire de Michèle Picard sur Portes du Sud repose sur le choix d'une campagne forte pour une « métropole des communes et des citoyens », hors de la présidentialisation acceptée par la gauche unie au premier tour, avec symboliquement un matériel de campagne affichant la tête de liste avec les candidats de chaque commune.

Cette élection n'a donc pas fait bouger les lignes sur les enjeux fondamentaux, même si elle préserve nos capacités d'action, avec la victoire de Vénissieux, celle de Neuville, le résultat très serré de Givors et la perspective du recours, les élus gagnés à St-Fons, Feyzin, préservés à Corbas, Vaulx et Villeurbanne, les élus d'arrondissement de Lyon, et le maintien d'un groupe significatif à la métropole, qui est indispensable à la majorité du président EELV.

Retour sur l'orientation du congrès sur le parti et le rassemblement

Il me semble que les démarches lyonnaises de tentative de gauche unie, et vénissienne du rassemblement organisé par les communistes illustrent deux lectures du débat du 38e congrès sur le parti et le rassemblement. C'est un vieux sujet qu'on peut résumer en disant que d'un côté, on considère que le rassemblement est la condition de l'existence et du renforcement du parti, alors que de l'autre, on considère à l'inverse que l'affirmation propre du parti est la condition d'un rassemblement qui ne soit pas dévoyé par d'autres.

Je pense que tous ceux qui ont participé aux discussions de la gauche unie constatent qu'un temps énorme a été perdu dans des discussions sans fin pendant que d'autres faisaient campagne, autant du côté des écologistes, des macronistes, que de NPG. Un accord complet n'a été trouvé qu'à quelques semaines du premier tour, le site internet n'étant ouvert que début février, alors que Kimelfeld par exemple menait campagne avec son site participatif depuis 6 mois !

Ce n'est évidemment pas la responsabilité des communistes, mais il faut faire le bilan des démarches de « collectif unitaire », ou « collectif citoyen » pour lesquels le seul exemple positif de Neuville ne peut compenser les difficultés rencontrées à Vaux-en-Velin ou Lyon ! Il faut noter qu'à Villeurbanne, c'est bien le futur maire qui pour le PS organise et pilote le rassemblement, à ses conditions d'ailleurs. L'émiettement de la France Insoumise dans plusieurs villes montre à rebours qu'un mouvement « gazeux » ne fait pas progresser le rassemblement !

C'est sans doute une leçon forte à tirer de cette expérience qui vient confirmer un point de vue qui grandit depuis la crise des collectifs anti-libéraux de 2007 et l'échec de Marie-Georges Buffet aux présidentielles. Laisser croire aux citoyens que l'organisation nécessaire à une campagne électorale va émerger spontanément de rencontres où tout le monde peut tout dire, comme s'il n'y avait pas des enjeux de partis, des intérêts divers, des conflits de personnes, des histoires personnelles d'anciens militants et d'anciennes querelles, c'est laisser les spécialistes des manipulations tirer les marrons du feu !

Les communistes doivent de ce point de vue dire la vérité, venir avec leurs propositions, leurs outils et leurs capacités à impulser, unir, fédérer, orienter, et au final organiser le rassemblement. Et c'est pourquoi il est essentiel de retrouver cette force historique du parti communiste, la capacité d'organiser. C'est pourquoi il faut comprendre le 38e congrès comme l'affirmation du parti pour réussir le rassemblement. Autrement dit, pour les mois qui viennent, faisons le bilan de nos forces militantes et élus et rendons notre organisation plus efficace ! Il y aura un enjeu important autour des batailles métropolitaines qui s'annoncent. Nous avons un groupe de 6 élus communistes, il est indispensable à la majorité de Bruno Bernard, nous devons tisser les liens les plus forts possibles entre nos élus et les communistes, au service de tout le mouvement social.

Propositions de reformulation pratique de notre stratégie de rassemblement pour les élections

Elections, parti et rassemblement, retour sur un choix stratégique

1. les communistes commencent toujours par élaborer et faire connaître leurs propres propositions, sans attendre de collectifs ni d'autres forces. Les communistes ont leur projet, leurs propositions qu'ils mettent dans le débat public pour aider à gagner le contenu du rassemblement
2. Les communistes commencent toujours par choisir leur tête de liste, le mettent en photo sur les tracts et affiches appelant au rassemblement
3. Les communistes font tour pour faire connaître leur position avec leurs propres tracts
4. Les communistes participent à tout ce qui favorise le rassemblement, rencontres, initiatives de luttes, en affichant leur propositions et en faisant le lien entre luttes sociales et projet politique
5. Partout où ils le peuvent, les communistes dirigent le rassemblement et l'organisent. Ils favorisent toujours une organisation du rassemblement tournée vers l'action, vers la relation aux citoyens

[1] ce que confirmera d'ailleurs Juin 2020, puisque sans l'union gauche-écologistes à portes du sud et Lones et coteaux, il n'y aurait pas eu de majorité pour Bruno Bernard

[2] cette circonscription métropolitaine correspond presque à l'ancienne circonscription législative que le député LREM avait gagné en 2012 et en 2017